


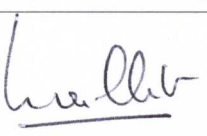
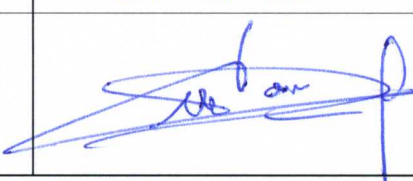


Instruction

Fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM

SYM S0201 SPP INQ 09000860 A

Nombre de pages : 23

Cartouches des visas	Rédacteurs	Approbateur	Émetteur
Nom	A. DOZIAS pour le groupe de travail Centres / DQS	D. MAILLOT	D. VERWAERDE
Unité	DQS	DQS	DAM
Date	18/12/09	21.12.2009	21.12.2009
Visa			

SOMMAIRE

1	BUT ET DOMAINE D'APPLICATION	3
2	DEFINITIONS	3
3	GENERALITES	3
3.1	Responsabilités des entreprises	3
3.2	Organisation des centres	4
3.3	Contrôle des exigences légales et contractuelles	5
3.4	Facilités matérielles.....	5
4	CONDITIONS GENERALES D'ACCES	6
4.1	Règles de base	6
4.2	Personnel d'entreprise extérieure	7
4.3	Autorisations d'accès au centre	7
4.4	Habilitation professionnelle	7
4.5	Habilitation au secret.....	7
4.6	Horaires de travail	7
5	DISCIPLINE GENERALE.....	8
5.1	Règles générales de discipline	8
5.2	Circulation dans les centres	8
5.3	Circulation des matériels appartenant au CEA ou à des particuliers	9
5.4	Circulation des matériels appartenant aux entreprises	9
6	SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL	9
6.1	Mesures de prévention préalables à l'exécution d'une opération	9
6.2	Mesures particulières de santé au travail et de sécurité	11
7	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	12
7.1	Gestion des déchets	12
7.2	Agents chimiques dangereux au sens du code du travail	12
7.3	Utilisation de sources de rayonnement	13
8	RISQUES ET MESURES DE PREVENTION ASSOCIEES	13

1 BUT ET DOMAINE D'APPLICATION

Le CEA/DAM exerce, pour l'essentiel, ses missions au profit de la Défense Nationale. Le personnel des entreprises qui travaille sur les centres de la Direction des Applications Militaire (DAM) est tenu au respect des dispositions légales et réglementaires concernant la protection du secret. L'accès aux sites et aux installations, la circulation, l'utilisation des documents et des matériels obéissent à des règles particulières.

Par ailleurs, certaines des activités exercées à la DAM comportent des risques importants qui imposent des mesures de protection indispensables. En conséquence, cette instruction précise les règles et contraintes d'accès et d'intervention des entreprises extérieures sur les centres. Ces dispositions sont en partie issues des règlements intérieurs des centres.

Il appartient à chaque entreprise intervenant sur un centre de la DAM de porter cette instruction à la connaissance de son personnel et de ses sous-traitants. Il appartient également au responsable de l'entreprise extérieure de s'assurer du respect des consignes et de l'application des instructions qui sont délivrées dans ce document.

Les présentes instructions concernent :

- les conditions d'accès aux centres de la DAM
- les règles de discipline générale,
- la santé au travail, la sécurité du travail, la protection de l'environnement, voire les conditions de travail, liées à la législation et à la réglementation du travail en vigueur.

Elles peuvent être, le cas échéant, complétées par les instructions propres à chaque centre.

2 DEFINITIONS

Installation : Dans l'organisation de la sécurité au CEA, une installation est un ensemble bien délimité sur le plan géographique et cohérent sur le plan technique et sur celui des moyens. Aucun élément du périmètre d'un centre ou rattaché à un centre ne peut se situer en dehors d'une installation.

Il peut s'agir d'une installation nucléaire de base (INB), d'une installation individuelle (II) au sein d'une Installation nucléaire de base secrète (INBS), d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou de tout autre bâtiment ou ensemble d'équipements répondant à la présente définition.

Les installations sont définies et délimitées par le directeur de centre, qui veille, ce faisant, à ce que la sécurité sur son centre y soit organisée de façon optimale.

Opération : selon les dispositions du code du travail concernant les travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, on entend par opération, une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisées par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif

Chargé d'opération : pour chaque opération, c'est le représentant du centre CEA, interlocuteur unique, formellement désigné par le CEA à l'entreprise. Il est chargé de représenter le centre pour tout ce qui concerne l'exécution de l'opération. Il transmet les directives uniquement vers le représentant de l'entreprise.

Bon d'Intervention (BI) : document interne au CEA autorisant l'intervention dans une installation

Représentant de l'entreprise : personne physique de l'entreprise dont le nom a été notifié par l'entreprise au CEA. Elle représente l'entreprise en tant qu'employeur et a les pouvoirs, l'autorité, la compétence et les moyens suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires à l'exécution des prestations.

3 GENERALITES

3.1 Responsabilités des entreprises

Les dispositions prises par la direction d'un centre ne limitent en rien la responsabilité de l'entreprise et de ses commettants notamment vis à vis du respect par leur personnel de la législation, de la réglementation et des règles applicables aux prestations effectuées sur un centre de la DAM. En particulier, chaque entreprise est responsable des emplacements ou locaux éventuellement mis à sa disposition, de la conformité et du stockage de son matériel, de ses matériaux et des dégradations commises.

L'entreprise est aussi responsable de la sous-traitance passée dans le cadre de l'opération qui lui est confiée. Dans ce cas, elle doit, notamment, communiquer avant le début de l'opération, la liste nominative de l'ensemble des sous-traitants directs ou indirects, faisant ressortir les noms, raisons sociales, adresses et nature des prestations, ainsi que l'ensemble des éléments réglementaires exigés par le code du travail.

Les prestations, objet de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées et faire l'objet d'un accord préalable et écrit du CEA. Les dispositions applicables à l'entreprise sont de fait applicables à son ou à ses sous traitants, charge à l'entreprise de s'assurer que celles-ci ont bien été transmises à ces derniers.

En application des dispositions générales applicables aux marchés passés par le CEA et des dispositions particulières contractuelles en cas de manquement de l'entreprise, de son personnel ou de ses sous-traitants éventuels aux exigences en matière de santé et de sécurité au travail le marché pourra être résilié par le CEA, sans préavis ni formalités juridiques ou judiciaires, aux torts de l'entreprise et sans préjudice de tous autres recours. Dans ce cas, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité. La résiliation s'effectuera selon les modalités de l'article 32.2.3 du Cahier des Dispositions applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Novembre 1997) ou du document qui y fera suite applicable contractuellement.

3.2 Organisation des centres

Un centre DAM est placé sous l'autorité d'un directeur (Chef d'Etablissement) responsable de la sécurité des personnes et des biens, de la discipline et de la gestion des installations.

Dans un centre, les principaux services impliqués dans la mise en place et le contrôle des prescriptions applicables aux entreprises extérieures sont :

- Une Unité Commerciale (UC) en charge de la mise en place des contrats (conventions, marchés, accords, etc.) avec les tiers et leur suivi dans le respect du dispositif légal, réglementaire et contractuel ;
- Un Service Technique (ST) qui assure l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et la coordination des travaux neufs ou d'entretien des bâtiments, des installations générales, d'infrastructure et des voies et réseaux divers (VRD) d'un centre. Le ST assure notamment la gestion de la production et la distribution de l'énergie, de tous les fluides, des moyens de transport et logistiques et des moyens de communication du centre. Dans ce cadre le ST assure les relations techniques avec les entreprises ;
- Une Formation Locale de Sécurité (FLS) en charge du gardiennage et des secours aux personnes ;
- Un Service de Protection contre les Rayonnements (SPR) chargé de la protection du personnel vis à vis des risques radiologiques ;
- Un Service de Santé au Travail (SST) qui assure la surveillance médicale du personnel ;
- Un Correspondant de l'Agent de Central de Sécurité (CACS) en charge la protection des informations classifiées et du patrimoine scientifique. Il valide l'ensemble des autorisations d'accès sur le site ;
- Un Assistant Sécurité des Systèmes d'Informations (ASSI) en charge de la sécurité des systèmes d'information
- Un Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (ISE), conseiller du directeur en matière de sécurité et en particulier de sécurité du travail.

L'ensemble du dispositif de sécurité est coordonné par la direction du centre. Le centre est découpé en installations (bâtiments ou fractions de bâtiment) placées sous l'autorité et la responsabilité d'un Chef d'Installation (CI) délégué du directeur de centre en matière de sécurité.

En ce qui concerne les interventions dans les installations d'un centre, les acteurs principaux sont :

- Le Chef d'Installation (CI), il est chargé de mettre en œuvre les actions nécessaires à la maîtrise des risques inhérents à son installation dans tous les domaines de la sécurité ;
- L'Ingénieur de Sécurité d'Installation (ISI), les Animateurs de Sécurité (AS) conseillers du CI et chargés de la définition et du suivi de l'application des dispositions de sécurité dans son installation
- Eventuellement des Chargés de Bâtiments (CB),.

3.3 Contrôle des exigences légales et contractuelles

En application des dispositions générales applicables aux marchés passés par le CEA et des dispositions particulières contractuelles à l'intérieur de ses établissements, le CEA s'assure du respect par l'entreprise des lois et règlements en vigueur, sans préjudice de l'entière responsabilité du Chef d'entreprise. Le CEA se réserve le droit de d'interrompre la poursuite des opérations lorsque les conditions de l'intervention d'un prestataire ne lui paraissent pas satisfaire à ses exigences en matière de sécurité, sans préjudice des sanctions pénales ou pénalités contractuelles éventuelles.

Le directeur de centre est responsable de la fonction de contrôle sur l'ensemble de son centre.

Dans son installation le Chef d'Installation, agissant par délégation du directeur de centre, exerce son autorité en matière de sécurité sans préjudice des responsabilités de l'employeur des travailleurs des entreprises extérieures. A ce titre, le Chef d'Installation veille à l'application, dans son installation, des dispositions du code du travail relatives aux prestations réalisées par une entreprise extérieure. Il assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et celles prises par les chefs d'entreprises extérieures intervenant dans l'installation. En particulier, il organise ou s'assure que sont organisées l'inspection commune préalable (ICP) des lieux de travail, la rédaction du plan de prévention ou des bons d'intervention (BI) et les inspections et réunions périodiques de coordination ultérieures.

3.4 Facilités matérielles

Transport du Personnel

L'entreprise assure le transport de son personnel. A titre subsidiaire, certains personnels peuvent, dans la limite des places disponibles, bénéficier des moyens de transport collectif organisés pour les salariés du CEA. En cas d'accident au cours de transport, la responsabilité du CEA ne pourra pas être engagée.

Accès aux Restaurants

L'accès aux restaurants des personnels d'entreprises extérieures est autorisé sauf disposition particulière contraire du centre. Une tenue correcte doit être observée, la tenue vestimentaire aux restaurants est la tenue de ville.

Utilisation du matériel CEA

Sauf accord expresse et préalable du CEA, l'utilisation du matériel du CEA (équipements, outillage, appareils de manutention, EPI, etc. ...) est interdite au personnel des entreprises intervenantes.

La mise à disposition éventuelle de matériel CEA, sous réserve qu'il soit conforme aux dispositions légales en vigueur, doit faire l'objet d'une convention particulière. Ce prêt constitue l'accessoire du contrat principal. La mise à disposition est signifiée à l'entreprise intervenante lors de l'inspection préalable commune et notifiée dans le plan de prévention. Le fait d'utiliser du matériel appartenant au CEA constitue de fait une reconnaissance de sa conformité, de son parfait état d'entretien et de fonctionnement. L'entreprise doit s'assurer de l'aptitude (technique et médicale) du personnel affecté à son utilisation. Le matériel doit être restitué en parfait état. Un formulaire de prêt sera établi afin de consigner ces informations et adjoint au plan de prévention.

Hébergement

A titre exceptionnel, le centre peut être amené à mettre à disposition de l'entreprise extérieure des locaux. Dans ce cas, cette mise à disposition doit être formalisée dans un document (convention d'hébergement) signé par les deux parties. L'hébergement doit être visé au contrat principal comme constituant une des modalités de son application. Ce document précise les conditions d'utilisation et fixe les limites de responsabilité.

De même, l'entreprise qui le sollicite peut être autorisée à installer ses locaux dans une zone sur le centre, cette zone reste placée sous la responsabilité d'un Chef d'Installation.

Eau - Electricité

Sauf spécification contraire, l'eau et l'électricité sont fournies, dans l'enceinte d'un centre, gratuitement par le CEA pour les besoins des chantiers et des installations. Les points de raccordement aux réseaux sont indiqués à l'entreprise par les représentants du ST.

Téléphone

Dans le respect de la réglementation relative à la protection du secret, l'entreprise peut demander au ST un branchement téléphonique sur le centre. Les communications sont alors à sa charge.

Installations Sanitaires

Les installations sanitaires sont, de même que les locaux affectés à la restauration, mis à la disposition des salariés des entreprises extérieures qui travaillent sur un centre, tel que prévu par le code du travail. L'utilisation ou la fréquentation de ces lieux doit se faire dans le respect des règles de bon usage.

Informatique :

L'introduction de micro-ordinateurs portables est soumise à autorisation.

Par ailleurs, la connexion à un réseau ou système quelconque de la DAM est interdite sur les centres DAM aux intervenants extérieurs à partir de leurs micro-ordinateurs portables ou de tout autre appareil¹, que ce soit directement (carte modem, réseau ...) ou par liaison série, parallèle,...

4 CONDITIONS GENERALES D'ACCES

4.1 Règles de base

L'accès dans un centre de la Direction des Applications Militaires (DAM) est réglementé.

Seul, le directeur du centre est compétent pour autoriser l'entrée et l'utilisation des personnels des entreprises dans un centre de la DAM. Il peut toutefois, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs en tout ou partie.

Pour être admis dans le centre, les personnels d'entreprises doivent être âgés de 18 ans révolus. Ils doivent être porteurs d'une autorisation d'entrée. Ce document (badge) doit être présenté à toute demande d'une autorité du centre ou des agents de la FLS.

Accordées au personnel des entreprises en fonction d'une mission déterminée, les autorisations d'entrée sur le centre ne donnent accès qu'aux locaux où s'exercent leurs interventions. Elles impliquent le respect des règles générales de discipline appliquées par les salariés du CEA et celles propres aux conditions d'intervention de l'entreprise. Le manquement à ces règles peut entraîner le retrait immédiat et sans recours de l'autorisation d'entrée.

¹ agendas électroniques, organisateurs, Personal Data Assistants (PDA) ou tout dispositif assimilable, ainsi que les moyens de prise de vue numériques (appareils photographiques, caméscopes ...)

4.2 Personnel d'entreprise extérieure

Le responsable de l'entreprise atteste sur l'honneur, pour lui et ses éventuels sous-traitants, que l'opération sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du code du travail applicables en matière d'emploi des étrangers et de travail dissimulé.

A la réception de la notification du marché ou au plus tard dans des délais compatibles avec les paragraphes 4.3 à 4.5 avant le début de l'intervention, le responsable de l'entreprise extérieure adresse au chargé d'opération la liste de toutes les personnes devant intervenir sur le site (pour ses salariés et ceux de ses sous-traitants éventuels), afin d'entreprendre les démarches permettant l'accès aux centres. Cette liste mentionnera les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité des personnels qu'il affectera à l'exécution des prestations. Il en ira de même en cours d'exécution de l'opération pour tout nouvel intervenant.

La liste du personnel ainsi communiquée sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de personnes permette à l'entreprise de faire face à ses obligations.

4.3 Autorisations d'accès au centre

Les demandes d'entrée font l'objet d'un dépôt de demande auprès du CO concerné par les prestations.

Pour une présence sur site d'une durée supérieure à 20 jours (5 jours pour les non ressortissants de l'UE) au moins 2 mois avant le début de la prestation, une liste de personnel affecté à la réalisation des opérations doit être envoyée au CO. Sur décision du CEA, un badge personnalisé sera remis au salarié après présentation d'une pièce d'identité officielle. Le badge est valable pour la durée de la prestation. Cette validité est limitée à 1 an, éventuellement renouvelable.

Pour une présence sur site d'une durée inférieure à 20 jours (5 jours pour les non ressortissants de l'UE), au moins 48 heures avant la date d'accès une demande d'entrée sera faite auprès du chargé d'opération. Sur décision du CEA, un laissez-passer et/ou un badge non personnalisé sera remis au salarié après présentation d'une pièce d'identité officielle. Le badge est valable pour une durée maximale de 20 jours (pour les salariés non ressortissants de l'UE, l'échange des titres sera réalisé à chaque entrée et sortie du centre).

En cas de non respect des dispositions relatives aux conditions d'accès, à la discipline générale et à l'hygiène et la sécurité sur un centre, le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un agent de l'entreprise. Dans ce cas, il notifiera sa décision à l'entreprise, sans préavis, sans que cette dernière puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues dans le marché.

4.4 Habilitation professionnelle

L'entreprise tient à la disposition de la direction du centre, préalablement à l'exécution de l'opération, les certificats et les habilitations requis pour tous leurs salariés amenés à intervenir sur le centre (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc.) et signale toute modification intervenant en cours d'année.

4.5 Habilitation au secret

En fonction de l'opération, conformément à la réglementation en vigueur relative aux marchés intéressant la défense nationale et aux règles propres au CEA, l'habilitation au secret de l'entreprise, de ses salariés et de ses sous-traitants devant participer à la réalisation des prestations peut être exigée.

4.6 Horaires de travail

Les opérations se déroulent pendant les horaires de travail du centre DAM concerné du lundi au vendredi. L'entreprise est informée en temps utile des jours de fermeture et doit s'y conformer.

Des dérogations à cette règle pourront être accordées pour des raisons impératives liées à la nature des prestations ou au respect des plannings. Elles feront l'objet d'une demande motivée écrite présentée, par l'intermédiaire du chargé, à la direction du centre. Cette demande devra parvenir au moins 48 heures avant la date concernée (une semaine pour le travail des jours fériés ou chômés du CEA). La demande devra préciser l'horaire exact à prévoir, la liste nominative des intervenants, la désignation du responsable de l'équipe.

L'autorisation de travailler en dehors des horaires CEA ne pourra donc être accordée par le centre que si la sécurité des personnes et des biens reste correctement assurée.

5 DISCIPLINE GENERALE

5.1 Règles générales de discipline

Les instructions générales ou particulières relatives à la discipline sur le centre sont strictement applicables au personnel des entreprises conformément au Règlement Intérieur des Centres.

Notamment, il est rigoureusement interdit au personnel des entreprises :

- de communiquer directement ou indirectement à toute personne étrangère à la DAM et notamment à la presse, des informations se rapportant au travail des entreprises ou à des choses vues et entendues à l'occasion de sa présence sur le centre (les centres de la DAM présentent un caractère SECRET, ils sont protégés par les articles 75 et suivants du Code Pénal) ;
- de se livrer à toute propagande de quelque nature que ce soit ;
- de tenir des réunions ou assemblées non autorisées par le directeur du centre ;
- de prêter ou de détourner de leur objet les équipements mis à disposition, les dosimètres individuels et les différents titres ou moyens d'accès à tout ou partie des installations ;
- de procéder sur le centre à des quêtes ou à des ventes d'objets divers sans autorisation particulière de la direction du centre ;
- de se faire adresser du courrier à titre personnel et d'une façon générale, d'indiquer le centre comme domicile ou raison sociale ;

Les plans et documents remis par les services du centre aux entreprises pour l'exécution de leurs prestations, doivent être rendus à l'échéance de la prestation. Toute perte de plans ou de documents doit être signalée à la direction du centre aussitôt qu'elle a été constatée.

L'entreprise s'engage formellement tant pour elle-même que pour ses collaborateurs ou sous-traitants éventuels, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont elle aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des dites prestations. L'entreprise s'engage à obtenir le même engagement de la part de son (ses) sous-traitant(s).

5.2 Circulation dans les centres

L'entrée des véhicules sur les centres de la DAM est soumise à autorisation.

La circulation de tous les véhicules est soumise aux dispositions du code de la route et aux consignes particulières des centres. Les infractions peuvent être sanctionnées par une exclusion immédiate et définitive du conducteur.

A l'entrée, comme à la sortie, les conducteurs sont tenus de s'arrêter et de se prêter à l'inspection éventuelle de leur véhicule par un agent de la FLS.

A l'intérieur d'un centre, les véhicules doivent exclusivement être garés sur les parkings aménagés. La présence des véhicules sur les lieux de chargement/déchargement doit être limitée au temps strictement nécessaire à l'opération.

Aucun véhicule extérieur ne doit être garé dans les bâtiments.

Les centres déclinent toute responsabilité concernant les vols et dommages causés aux véhicules.

La circulation des engins de travaux publics et des engins spéciaux pourra faire l'objet de consignes particulières que les entreprises seront alors tenues de respecter.

5.3 Circulation des matériels appartenant au CEA ou à des particuliers

Les matériels appartenant au CEA ne peuvent sortir d'un centre que s'ils sont accompagnés d'une pièce administrative signée par l'autorité habilitée, responsable desdits matériels, ou de son représentant accrédité.

A l'entrée ou à la sortie du centre, tout colis doit être présenté aux agents de la FLS qui peuvent en vérifier le contenu. En cas de contestation sur la composition du colis, l'agent de la FLS peut exiger, contre reçu, le dépôt des objets litigieux. Tout objet litigieux est gardé en dépôt à la FLS jusqu'à décision du directeur du centre. Le reçu remis au possesseur de colis ou d'objets gardés ou déposés sera exigé à l'occasion de la restitution.

5.4 Circulation des matériels appartenant aux entreprises

Le CEA pourra effectuer à tout moment, une vérification de la conformité du matériel entrant et sortant du site, qu'il soit dans les véhicules de l'entreprise ou transporté par son personnel.

Les opérations de chargement/déchargement doivent faire l'objet d'un protocole de sécurité (code du travail art. R4515-1 et suivants).

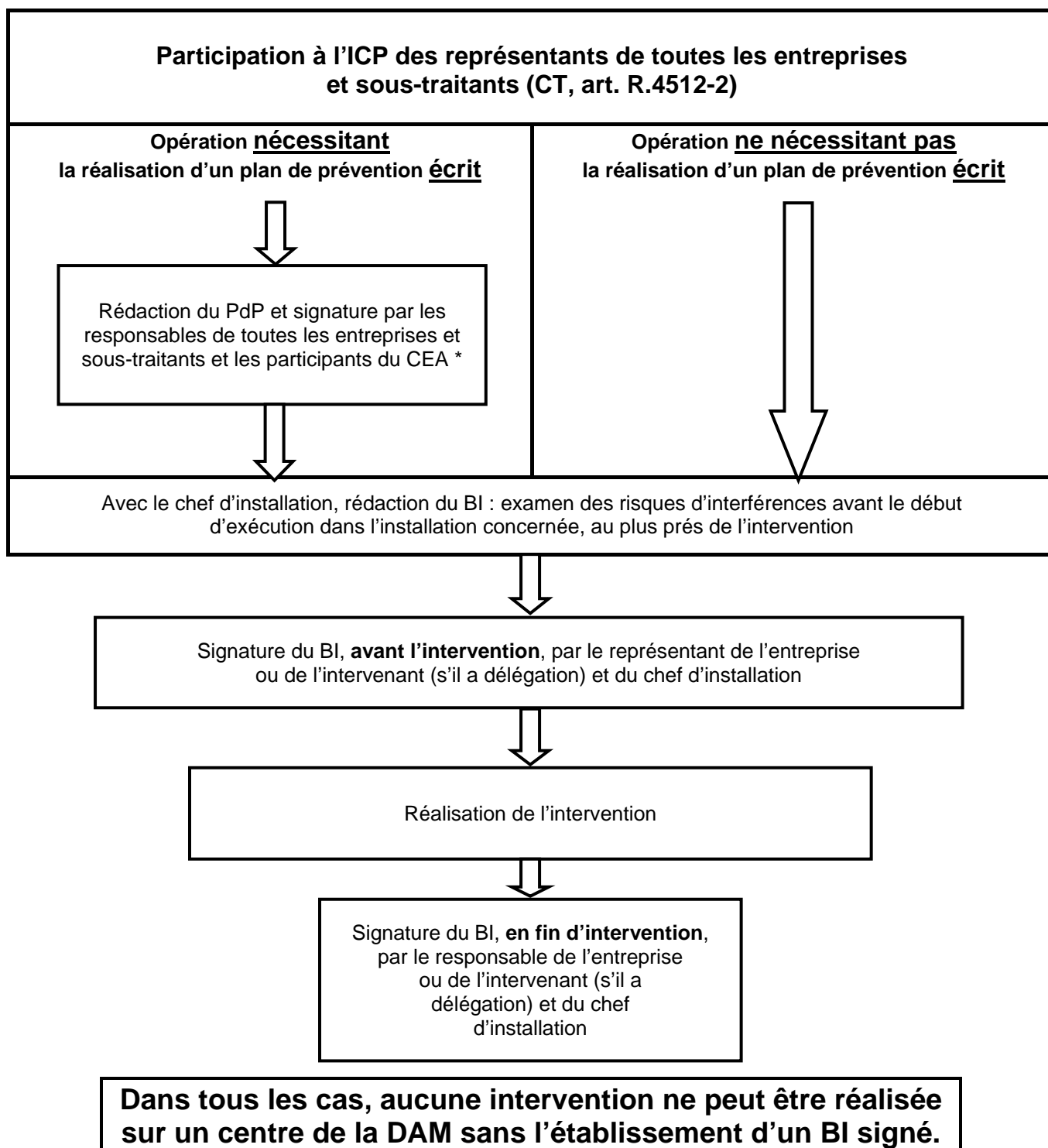
6 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

La santé et la sécurité au travail font partie intégrante de la bonne exécution des opérations.

L'entreprise applique l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de droit du travail et de législation sociale, y compris les droits syndicaux, ainsi que les obligations en résultant en matière de sécurité et de santé au travail, conformément au code du travail (art R 4511-1 à R4515-11).

6.1 Mesures de prévention préalables à l'exécution d'une opération

Avant tout début d'intervention, une ICP doit être impérativement réalisée (CT, art. R4512-6). Après réalisation de l'ICP où il est procédé à une analyse préalable des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels, une autorisation formelle d'intervention doit être donnée par le CI, 2 cas se présentent, schématisés ci-après :



Le BI a une triple fonction : l'ordre d'exécution, l'**autorisation d'intervention** et l'acceptation service fait.

* : Le chargé d'opération participe à l'élaboration du plan de prévention écrit avec l'appui de l'Ingénieur Sécurité d'Installation (ISI) ou des Animateurs Sécurité (AS), si ce plan écrit est requis par la nature de la prestation.

Le représentant de l'entreprise participe à l'élaboration du plan de prévention écrit ou non écrit.

Dans le cadre du suivi d'exécution, le chargé d'opération participe au contrôle de la bonne application par les entreprises intervenantes des mesures prises dans le cadre du plan de prévention et/ou du bon d'intervention.

6.2 Mesures particulières de santé au travail et de sécurité

L'attention de l'entreprise est attirée sur les points suivants.

Intégration de personnels d'entreprise extérieure à une équipe locale de premier secours.

Dans le cas particulier d'un bâtiment ou d'une partie d'une installation occupée presque exclusivement par des salariés d'une entreprise extérieure, le chef d'installation peut décider, après validation par le directeur de centre, de prévoir, avec l'entreprise extérieure, la participation de salariés de cette dernière à l'équipe locale de premiers secours (ELPS).

L'entreprise, dans ce cas, s'engage à mettre à disposition du CEA des salariés aux fins de participer aux interventions d'urgences de l'ELPS, destinée à prendre, dans les plus brefs délais, les premières mesures de sécurité en attendant l'arrivée des équipes d'intervention du centre CEA. Les salariés de l'entreprise extérieure appelés à participer à l'ELPS doivent être désignés parmi ceux ayant connaissance, dans le cadre de leurs fonctions, du fonctionnement de l'installation, des caractéristiques du bâtiment et qui sont habituellement présents dans l'installation ou le bâtiment concerné. Ils doivent avoir reçu une formation adéquate quant à la mise en œuvre des moyens de prévention des risques (incendie et autres) et de lutte contre les conséquences des incidents ou accidents. Ils doivent être aptes médicalement à exercer les missions dévolues à l'ELPS.

La liste de ces salariés est arrêtée d'un commun accord entre l'entreprise et le CEA, et régulièrement mise à jour. La participation de ces salariés aux actions de l'ELPS ne saurait en aucun cas être créatrice de droits pour ces derniers vis-à-vis du CEA

Travaux en zone réglementée (risque aux rayonnements ionisants)

L'entreprise est tenue de respecter et de faire respecter les textes réglementaires relatifs à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants conformément au code du travail. Il appartient à l'entreprise de se conformer aux dispositions édictées et d'être en mesure de présenter les attestations et certifications en cours de validité (ex : carnet d'accès, CEFRI). Notamment la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) doit être en contact avec le service de radioprotection du centre. L'entreprise s'engage à fournir le nom de la personne compétente en radioprotection de l'entreprise. Il appartient à la PCR de l'entreprise de faire l'évaluation des risques radiologiques. La PCR participe à l'élaboration du plan de prévention.

L'entreprise s'engage à ce que le personnel effectuant les prestations soit classé dans la catégorie requise pour leur exécution et applique les dispositions de sécurité et de radioprotection prévues par les consignes en vigueur sur le centre.

Pour les prestations effectuées en présence de rayonnements ionisants, la dosimétrie réglementaire du personnel intervenant de l'entreprise est à la charge de cette dernière.

Une dosimétrie opérationnelle sera mise en place sous la responsabilité du CEA qui en assurera l'exploitation.

Dans le cas où le CEA serait amené à fournir des dosimètres opérationnels au personnel intervenant de l'entreprise, le CEA transmettra les résultats de cette dosimétrie opérationnelle à l'entreprise si celle-ci en fait la demande.

Les sorties de matériels, de matériaux et de déchets produits, d'un centre, doivent recevoir l'autorisation préalable et exclusive du CEA, y compris les sorties des matériels appartenant à l'entreprise.

Pour accéder aux zones de travail à risque nucléaire, le port d'une tenue de protection (blouse ou chaussures de zone, sur bottes ou tenue de zone), ainsi que le port du dosimètre sont obligatoires.

Suivi médical

L'entreprise prend toutes dispositions pour faire assurer sous sa propre responsabilité la surveillance médicale de son personnel conformément aux dispositions du code du travail.

Pour chaque employé de l'entreprise, des examens complémentaires éventuellement nécessaires sont définis et réalisés par le SST du centre dans le cas de risques spécifiques apportés par le CEA. L'entreprise s'engage :

- à prendre rendez-vous avec le SST un mois avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au poste de travail,

- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants,
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) et le dernier jour des dites prestations, afin qu'un point zéro et qu'un point de fin de chantier soient effectués selon les prescriptions du SST du centre,
- à fournir au SST du centre les avis d'aptitude à jour de ses salariés délivrés par le médecin du travail attaché à leur entreprise avant le début des opérations.

Ces modalités sont confirmées, voire affinées, au cours de l'inspection commune préalable.

Lorsque les employés d'entreprise extérieure sont susceptibles d'être exposés aux rayonnements ionisants et que le SST de l'entreprise ne dispose pas de l'habilitation spécifique prévue à l'article 45-1 du Décret n° 97-137 du 13 février 1997, la surveillance médicale des employés de l'entreprise de catégories A et B peut être effectuée par le SST du centre concerné. Dans ce cas, une convention médicale particulière doit être établie entre l'entreprise, sa médecine du travail et le CEA, permettant une surveillance médicale spécifique pour l'activité réalisée sur le centre.

Dispositions en cas d'incident ou d'accident

Le personnel de l'entreprise présent prend les premières dispositions de secours en respectant les consignes qui lui ont été communiquées ; il avise aussitôt des faits la FLS, le Chef d'Installation et le Chargé d'Opération. L'entreprise rend compte par écrit dès que possible des circonstances de l'incident ou de l'accident à l'Ingénieur de Sécurité d'Installation et au Chargé d'Opération. L'analyse de l'incident ou de l'accident sera effectuée avec la participation de l'entreprise.

Pour permettre au CEA de respecter ses obligations légales en matière de santé au travail et de sécurité, l'entreprise s'engage à adresser chaque trimestre, à la direction du centre, un relevé du nombre d'heures totales travaillées sur le centre et un relevé des accidents du travail et leur suivi survenus à son personnel, y compris pour ses sous-traitants, au cours des prestations effectuées ainsi que des suites éventuelles données à ces accidents.

7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

7.1 Gestion des déchets

La gestion des déchets produits sur l'ensemble d'un centre est régie par des procédures particulières. L'évacuation des déchets selon le conditionnement et la filière adaptée doit être autorisée par le Chef d'Installation concerné.

L'enlèvement éventuel des terres et gravats ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le SPR du centre et passage obligatoire au portique de détection radiologique.

Les modalités de prise en charge des déchets pourront être définies dans le cahier des charges et dans le plan de prévention.

7.2 Agents chimiques dangereux au sens du code du travail

L'entreprise s'engage à déclarer tout agent chimique dangereux mis en œuvre sur le centre. L'utilisation de CMR, produits chimiques de niveau 1, est interdite sauf étude de substitution et de justification soumise à autorisation lors du plan de prévention.

Si besoin, concernant les transports de matières dangereuses, le correspondant transport du centre pourra être sollicité.

Le risque chimique sera pris en compte dans le plan de prévention. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques dangereux seront fournies et jointes au plan de prévention.

Elle prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels elle est tenue de donner toutes instructions en ce sens.

7.3 Utilisation de sources de rayonnement

L'introduction, l'utilisation de sources de rayonnement sur un centre CEA doit faire l'objet d'une autorisation préalable du centre.

Seules les entreprises détenant une autorisation valide du Délégué à la Sûreté Nucléaire et à la radioprotection pour les installations intéressant la Défense pour utiliser des sources de rayonnement (celles de l'entreprise ou celles du CEA) ont le droit de se servir des sources déclarées.

8 RISQUES ET MESURES DE PREVENTION ASSOCIEES

Sont présentées ci-dessous les mesures de prévention applicables, notamment en l'absence de plan de prévention écrit, associées à des risques fréquemment présents sur les centres.

1. Circulation, déplacement, stationnement sur le site

Risques	Mesures préventives
Accident de la circulation	Respecter le code de la route dans son intégralité

2. Travail en un lieu isolé ou en heures non ouvrées

Risques	Mesures préventives
Inefficacité des secours	Moyens d'appel des secours mis à disposition des intervenants Accord du CEA pour travail en dehors des heures ouvrées

3. Manutention

Risques	Mesures préventives
Ecrasement, coupure, blessures, lombalgies...	Personnel portant les protections individuelles définies par son responsable (gants, chaussures de sécurité,...) Matériel adapté et en conformité. Respect des zones d'exclusion sous les charges Privilégier la manutention mécanisée
Impossibilité d'évacuation	Ne pas encombrer les circulations et les issues de secours

4. Utilisation d'appareil de manutention

Risques	Mesures préventives
Ecrasement, coupure, blessures, ...	Certificat d'aptitude à la conduite (CACES) délivré par le chef d'entreprise pour tout conducteur d'un des engins suivants : pont roulant, chariot auto moteur, nacelle, engin de travaux publics (grue, pelle mécanique, finisseur, compacteur, ...) Inscription de ce certificat et de sa date de validité sur la liste des personnels intervenants Pas de personnel dans la zone d'évolution de l'engin ou sous la charge

5. Transport, chargement, déchargement de produit, matériau ou matériel

Risques	Mesures préventives
Accident	Pas de passage de poids lourd au poste de garde FLS aux heures d'entrée et sortie du personnel
Accident de circulation, coactivité	Pas de livraison ou d'enlèvement en dehors des heures ouvrées Balisage de la zone de chargement / déchargement Protocole de sécurité suivant Arrêté ministériel du 26/04/96 établi avec tout transporteur qui n'a pas assisté au plan de prévention de l'opération. Fournir une copie du protocole au Chargé d'Opération CEA Application du protocole par l'entreprise de transport

6. Transport de matière dangereuse

Risques	Mesures préventives
Chimiques, biologiques, radiologiques,	Signaler tout transport de matières dangereuses au Chargé d'Opération CEA et au bureau transport du SPR Respecter les consignes du bureau transport du SPR Habilitation ADR des intervenants

7. Production, entreposage ou évacuation de déchet

Risques	Mesures préventives
Maladie, pollution de l'environnement	Entreposage des déchets dans les seules zones définies par le chef d'installation Prendre toutes dispositions utiles pour garantir la traçabilité des produits mis en œuvre
Radiologiques	Certificat de contrôle du SPR pour sortie de tout déchet de zone réglementée ou du centre Passage au portique du centre avant toute sortie

8. Travail bruyant, intervention en ambiance bruyante

Risques	Mesures préventives
Surdité	Limiter les nuisances sonores autant que possible Port des protections auditives individuelles définies par le responsable de l'entreprise

9. Intervention   l'extérieur de bâtiment

Risques	Mesures préventives
Piqûres d'insectes. Morsures de reptiles	Des reptiles ou des insectes dangereux sont susceptibles d'exister sur le chantier, vigilance : Se méfier des endroits creux, caniveaux, dalles, laves ... Port des protections définies par le chef d'entreprise (gants, casque, lunettes, visière, bottes, ...) Prévenir le PC sécurité en cas de découverte de reptiles ou de nid d'insectes dangereux
Accident, Chute	Par temps de neige, déneigement Par temps de verglas, salage/sablage
Brûlure, électrocution, foudre�ment	Par temps d'orage ou risque d'orage : s'éloigner des arbres et des structures métalliques ; ne pas intervenir sur des installations électriques ou téléphoniques ; ne pas porter des objets pouvant faire antenne (outils de jardinage, etc.)

10. Travaux sur voie de circulation, sur parking

Risques	Mesures préventives
Accident de la route	Prévenir FLS Baliser le chantier suivant code de la route et maintenir en état le balisage Port de vêtements « haute visibilité » Si route barrée, modification du plan de circulation du site

11. Intervention à proximité de rivière, bassin ou plan d'eau

Risques	Mesures préventives
Noyade	Port des protections individuelles définies par le chef d'entreprise (harnais de sécurité, gilet de sauvetage, ...) Ne pas intervenir seul

12. Ouverture ou fermeture de caniveau, dépose ou repose de dalle

Risques	Mesures préventives
Blessures	Port des protections individuelles définies par le responsable d'entreprise (gants, chaussures de sécurité) Manutention mécanique des grandes dalles Balisage total de la zone d'intervention (ouverture caniveau + dalle déplacée + espacement suffisant)

13. Travaux de forage ou de terrassement

Risques	Mesures préventives
Détérioration de circuit, blessures, électrisation, électrocution, ...	Obtention de l'autorisation de travaux de terrassement
Ensevelissement	Etayer toute tranchée de hauteur supérieure à 1,30 m
Chute de hauteur	Balisage de la zone d'intervention, voire matérialisation avec protections collectives en dur

14. Travail en hauteur

Risques	Mesures préventives
Chute de hauteur	Mise en place et maintenance de tous moyens nécessaires pour sécuriser l'intervention (échafaudage, nacelle, garde-corps, filets, etc.), en privilégiant les protections collectives Autorisation du chef d'installation si nécessité de travail sur échelle ou escabeau. Le BI doit préciser les protections complémentaires mises en place par l'entreprise (harnais de sécurité, liaison antichute, point d'ancrage, échelle attachée, etc.)

15. Intervention en toiture ou en terrasse

Risques	Mesures préventives
Chute de hauteur	Autorisation du chef d'installation avec indications des conditions d'intervention et des protections mises en place Mise en place des protections collectives nécessaires (balisage, filets, rambardes,) Port de harnais de sécurité pour intervention en toiture ou en bordure de terrasse Pas d'intervention si mauvaises conditions climatiques (vent fort, pluie, neige, verglas, orage, ...)
Accès toiture fragilisée	Dans tous les cas d'accès aux toitures après consultation des plans et du Dossier Technique Amiante seront vérifiés au préalable et notifiés dans le BI, l'éventuelle présence d'amiante et l'éventualité de zone fragile (résistance de la portance à la charge : shed, lanterneaux, matériaux anciens, ...)
Intoxication, Maladie	Autorisation du chef d'installation avec indications des conditions d'intervention Identification des rejets en toiture Restriction des zones d'interventions ou arrêt des rejets en toitures (sorbonnes ou autres extractions du bâtiment)

16. Intervention dans les combles de bâtiment

Risques	Mesures préventives
Chute de hauteur	Mise en place de tous les moyens utiles pour protéger l'intervenant contre toute chute de hauteur (plateaux, garde-corps, filets, etc.) Vérifier la stabilité et la résistance des planchers

17. Utilisation de harnais de sécurité

Risques	Mesures préventives
Chute de hauteur	Autorisation du chef d'installation avec indications de la ligne de vie, des points d'ancrage et de la liaison utilisés Détenition d'un certificat de contrôle valide pour tout matériel utilisé : chaque ligne de vie ou point d'ancrage ; chaque harnais de sécurité ; chaque liaison harnais / ligne de vie Intervenant apte au travail en hauteur

18. Utilisation de fluide de réseau CEA

Risques	Mesures préventives
Divers : Blessures, brûlures, projection de matières, etc.	Autorisation du chef d'installation Port des EPI définis par le responsable de l'entreprise intervenante

19. Intervention en vide sanitaire

Risques	Mesures préventives
Mécaniques / heurt Coup à la tête	Port du casque et des chaussures de sécurité
Biologique	Port des équipements de protection y compris les gants

20. Utilisation de produits chimiques

Risques	Mesures préventives
Incendie, Explosion, Intoxication, Brûlures, Maladie, Etc.	Eviter autant que possible l'utilisation de produits dangereux, irritants, explosifs, ... Fournir au Chargé d'Opération CEA la liste de tous les produits détenus ou utilisés sur l'opération, ne pas utiliser de produit non répertorié sur cette liste Inscription du nom et signature du responsable des produits sur la liste des produits utilisés Mettre à disposition des intervenants et du CEA les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits. Les joindre au plan de prévention Informers tous les intervenants sur les produits inscrits sur la liste (dangers, risques, conditions d'utilisation, de stockage, etc.) Respecter les indications des FDS et des notices d'utilisation des produits Choisir des lieux de stockage appropriés aux risques et afficher la liste des produits stockés ainsi que les pictogrammes de danger sur les portes Tout contenant de produit sera étiqueté Porter les protections individuelles définies par le chef d'entreprise (gants, lunettes, masque, combinaisons, chaussures de sécurité, ...) Ventilation suffisante des locaux concernés avec mise en place des appareils supplémentaires nécessaires Prévoir l'élimination des déchets

21. Travaux de peinture, pose ou dépose de revêtement de sol, de mur ou de plafond, ragréage, rebouchage,

Risques	Mesures préventives
Electrisation Electrocution	Consignation électrique de tous les câbles et installations électriques concernés Rappels : la consignation doit être réalisée par l'entreprise habituellement chargée des consignations dans l'installation concernée
Chimique	Fournir les FDS des produits utilisés (voir Utilisation de produits chimiques , ci-dessus) Limiter l'exposition des personnes : intervention unique de l'entreprise concernée

22. Travail avec création de point chaud

Risques	Mesures préventives
Brûlures Incendie Explosion	Détenir un permis de feu du CEA valide (le demander à l'Ingénieur de Sécurité de l'Installation, sa validité est de 5 jours maximum) et respecter ses indications Prévenir le PC FLS avant et après l'intervention Mise en place des extincteurs nécessaires Formation du personnel à la manipulation d'extincteur Surveiller les environs jusqu'à refroidissement des différents points chauds

23. Soudage, meulage, tronçonnage

Risques	Mesures préventives
Blessure	Port des protections individuelles définies par le responsable de l'entreprise (casque, lunettes ou visière, pantalon renforcé, chaussure de sécurité, gants, ...) Balisage de la zone ou restriction d'accès

24. Production de poussières

Risques	Mesures préventives
Pollution de l'air, absorption d'air vicié	Limiter la production de poussières Capter les poussières à la source et les filtrer Port des protections individuelles Confinement de la zone de travail

25. Intervention en zone à risque d'incendie

Risques	Mesures préventives
Incendie	Permis de feu Défense de fumer Ne pas laisser inutilement de matériel électrique sous tension Appareil électrique et mécanique adaptés au risque Ne pas apporter toute source d'ignition (chaleur, étincelle mécanique ou électrique,...) Moyens d'extinction à proximité

26. Intervention en zone à risque d'explosion

Risques	Mesures préventives
Explosion	Défense de fumer N'utiliser que du matériel antidéflagrant Ne pas apporter toute source d'ignition (chaleur, étincelle mécanique ou électrique, téléphone portable...)

27. Intervention dans un local électrique ou sur une installation électrique (manœuvre, consignation, mesurage, travaux, essai, vérification, ...)

Risques	Mesures préventives ,
Electrisation Electrocution	Tout travail sous tension est interdit sauf dérogation donnée par le CEA (mesurages : intervention justifiant la présence de tension...) Intervention suivant prescriptions de la publication UTE C18-510 (consignation, personnel habilité, ...) Port des protections individuelles définies par le chef d'entreprise (matériel isolé, gants, lunettes, casque, chaussures de sécurité) -Consignation des circuits concernés Contrôles du bon fonctionnement de tout appareil de mesure Niveau d'habilitation et date de validité de l'habilitation de l'intervenant indiqués sur la liste du personnel intervenant. Désigner nominativement le chargé de travaux, garant de la sécurité, pour l'opération En cas d'orage, ne pas intervenir sur les installations électriques ou téléphoniques

28. Présence de champ magnétique intense

Risques	Mesures préventives
Rayonnement magnétique	Accès interdit au porteur de pacemaker Respect du balisage d'interdiction d'accès Habilitation des intervenants pour intervention avec rayonnement magnétique

29. Intervention sur appareil, équipement, machine

Risques	Mesures préventives
Coupures, blessures, brûlures, écrasement, électrisation, électrocution, etc.	Consignation complète de l'appareil : mécanique de tout élément pouvant se mettre en mouvement de chaque circuit de fluide avec mise hors pression électrique Interdiction d'intervenir sur un élément en mouvement ou pouvant se mettre en mouvement Opération définie par le fournisseur du matériel ou mode opératoire signé du responsable de l'entreprise intervenante Personnel habilité aux interventions sur appareils ou machines Identification des éléments stockant l'électricité comme les condensateurs et décharge de ces éléments

30. Intervention en zone radiologiquement réglementée, travaux sous rayonnement ionisants.

La liste des mesures préventives, ci-dessous, est exhaustive mais certaines mesures pourront être adaptées en fonction de la spécificité des travaux ou de l'installation.

Risques	Mesures préventives
Radiologiques (Irradiation Contamination)	Certification de l'Entreprise intervenante par un Organisme agréé pour effectuer des tâches sous rayonnements ionisants Désignation de la personne compétente en radioprotection de l'entreprise intervenante Rédaction d'un dossier d'intervention en milieu radiologique (ou équivalent) Chaque intervenant doit : être classé catégorie A ou B être déclaré apte au travail sous rayonnement ionisant par un médecin agréé posséder un carnet d'accès et le renseigner quotidiennement posséder une attestation de formation spécifique aux risques nucléaires délivrée par un organisme certifié avoir suivi la formation aux risques spécifiques dans chaque installation où les interventions se déroulent porter la tenue universelle de zone réglementée respecter les consignes particulières de chaque installation porter la dosimétrie réglementaire porter le dosimètre opérationnel fourni par le CEA se contrôler rigoureusement à chaque sortie de cellule ou de zone faire les prélèvements radio toxicologiques prévus en fin de journée L'intervenant quitte la zone réglementée avant le dépassement du seuil dosimétrique journalier admissible Autorisation écrite du SPR pour toute sortie de matériau, de matériel ou de déchets de la zone réglementée Interdiction de pénétrer en zone orange ou rouge

30^{bis}. Intervention en zone radiologiquement réglementée, pour le personnel classé « Non exposé ».

Opération ponctuelle, hors assainissement et intervention sur procédé, n'exposant pas aux rayonnements ionisants, exemple : vérification extincteur, plombier, ...

Risques	Mesures préventives
Radiologiques (Irradiation)	Accord SPR suivant la procédure centre Information SPR LOCAL Port de la dosimétrie opérationnelle fournie par SPR

31. Intervention sur circuit de fluide

Risques	Mesures préventives
Eclatement de circuit, Brûlure, blessures, ...	Consignation du circuit sur accord du CEA Habilitation des intervenants aux interventions sur le réseau de fluide concerné Protections collectives ou individuelles adaptées aux risques identifiés

32. Intervention dans un local où se trouve un laser

Risques	Mesures préventives
Rayonnement laser	Autorisation de l'installation de rentrer dans le local Pas d'intervention dans le local si le laser est en fonctionnement Pas d'intervention sur le laser Respect du balisage d'interdiction d'accès Sensibilisation au risque laser de chaque intervenant

33. Intervention en cuve, en atmosphère confinée, sur installation de gaz

Risques	Mesures préventives
Anoxie	Formation adaptée et habilitation des intervenants Vérification de l'atmosphère Port d'un détecteur analyseur de gaz Pas d'intervention si atmosphère anormale Si intervention en cuve : surveillance extérieure permanente de chaque intervenant par un agent pouvant lui porter secours sans pénétrer dans la zone à risque intervenant portant harnais et relié par une ligne de vie au surveillant à l'extérieur de la zone à risque
Electrocution, explosion	N'utiliser que du matériel électrique approprié (24 V pour travail en cuve, antidéflagrant si nécessaire, etc.)

34. Intervention en station d'épuration, sur réseau d'eaux usées, réseaux d'assainissements

Risques	Mesures préventives
Biologiques	Vaccination des intervenants suivant législation en vigueur Ne pas fumer, ne pas boire, ne pas manger Eviter le contact avec les effluents Port de protections individuelles adaptées Se laver en cas de contact avec les effluents Se doucher et se changer en fin de période de travail

35. Intervention en chaufferie, en sous station ou sur réseau d'eau surchauffée

Risques	Mesures préventives
Divers Brûlures, blessures, etc.	Autorisation du chef d'installation Consignation des circuits concernés Habilitation du personnel

36. Intervention sur installation à très haute ou très basse température

Risques	Mesures préventives
Brûlures,	Respecter la signalisation Port des protections définies par le chef d'entreprise (gants, casque, lunettes, visière, bottes, ...) Retour de tout élément à une température quasi ambiante

37. Accès dans une zone balisée ou dans une zone à risque

Risques	Mesures préventives
Selon situation ou balisage	Respecter les consignes du chef d'installation Indication du risque ou de la nuisance sur la fiche de poste et de nuisances de l'intervenant seulement si le risque est spécifique au CEA Limiter au strict nécessaire le séjour dans la zone à risque

38. Contrôle de soudure par gammagraphie

Risques	Mesures préventives
Irradiation	Etablissement de la procédure de contrôle par les entreprises intervenantes Approbation de la procédure par le chef d'installation, par le SPR, la direction de centre Diffusion de cette procédure aux entreprises intervenantes, Balisage des locaux Mesures préventives pour travaux sous rayonnements ionisants

39. Dépose de matériau contenant de l'amiante

Risques	Mesures préventives
Asbestose Cancer	Entreprise intervenante habilitée au travail en présence d'amiante Personnel formé au risque amiante Etablissement du plan de retrait Approbation au CEA avant envoi à l'inspection du travail Accord de l'Inspection du travail ou délai d'un mois si non réponse

40. Intervention sur circuit d'eau, sur aéroréfrigérant, sur installation de climatisation ou à proximité d'une tour aéroréfrigérante

Risques	Mesures préventives
Contamination biologique	Etablissement du mode opératoire indiquant les protections individuelles ou collectives à utiliser Application des procédures établies par le responsable de l'entreprise

41. Le périmètre de l'opération dépasse le périmètre d'une seule installation

Risques	Mesures préventives
Divers	<p>Information de chaque chef d'installation concerné par les interventions</p> <p>Visite préalable des lieux avec identification des risques pour l'intervention dans l'installation ou les bâtiments concernés</p> <p>Réalisation d'un avenant (BI) au plan de prévention initial avec les indications minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">les représentants du chef d'installationtoute nuisance à laquelle sera soumis chaque intervenant dans l'installation en précisant celle qui nécessite un suivi médical spécialles mesures préventives particulières à mettre en œuvre dans l'installationles consignes particulières à respecter dans l'installationtout complément ou précision utile pour assurer la sécurité de l'intervention dans l'installation